

Questions orales

Pourquoi le ministre ne se rend-il pas compte que ses politiques ont échoué. Pourquoi ne peut-il pas s'engager aujourd'hui à faire de la création d'emplois sa priorité, et non pas le dernier de ses soucis?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, la création d'emplois est l'une de nos plus importantes préoccupations. Les 41 000 emplois supplémentaires que compte aujourd'hui le secteur manufacturier, comparé à il y a deux mois, montrent l'efficacité de nos politiques. Le fait que 31 000 nouveaux emplois aient été créés en mai en est également une preuve.

Le fait que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration vienne tout juste d'annoncer qu'un montant supplémentaire de 150 millions de dollars sera investi dans la formation et le perfectionnement professionnels montre aussi l'importance que nous accordons à la création d'emplois. Pourquoi le député n'écoute-t-il pas les réponses au lieu de s'en tenir à des questions préparées d'avance?

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui se rappellera qu'en 1984, quand ils sont arrivés au pouvoir, les conservateurs décriaient la situation critique qui se traduisait par des taux de chômage élevés à un point inacceptable et une crise de l'emploi qu'ils attribuaient au gouvernement libéral qui les avait précédés. Or, le taux de chômage était alors de 11 p. 100. Nous voici donc revenus aux niveaux de 1984 pour ce qui est du chômage.

Au lieu de nous lancer des chiffres, je suggère plutôt que l'on admette que, étant donné le haut taux de chômage actuel, nous traversons une crise de l'emploi.

Le ministre des Finances nous dira-t-il enfin qu'il prend la chose au sérieux et qu'il se propose de convoquer un sommet économique des ministres des Finances du pays pour trouver des moyens de réduire le chômage au Canada?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, les ministres des Finances se réunissent régulièrement. Nous avons tenu des réunions de premiers ministres pour traiter des questions économiques.

La meilleure façon de contribuer à la solution de ce problème pour le député serait peut-être de parler à ses amis socialistes des provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan qui sont intervenus pour annuler l'effet bénéfique qu'auraient pu

avoir les réductions d'impôts que nous avons consenties aux sociétés, au secteur privé en général et aux particuliers. Nous avons diminué les impôts, nous ne les avons pas augmentés.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, dans les années 30, R.B. Bennett, après avoir admis qu'il faisait fausse route avec sa politique conservatrice, changea de cap au milieu de la décennie. C'était malheureusement trop tard.

Avant que ce ne soit trop tard pour nous, j'aimerais poser la question suivante au ministre des Finances. Il sait que le pays est prêt à mettre sur pied un programme d'infrastructures municipales qui permettrait de créer des milliers et des milliers d'emplois. Cela est très réalisable avec l'appui de tous les gouvernements du pays qui n'attendent que ça.

Va-t-il investir dans l'avenir des sans-emploi, en leur offrant la possibilité de trouver du travail et de ne plus vivre de l'assurance-chômage ou de l'assistance publique?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je répète pour l'édification du député que, par le budget, nous sommes venus en aide aux secteurs qui en avaient besoin. Essentiellement, nous avons ciblé le secteur manufacturier et le secteur de la transformation. Nous avons amélioré le climat commercial, surtout pour les petites entreprises, et nous avons stimulé l'économie en allégeant le fardeau fiscal. Ce sont toutes des mesures positives.

• (1130)

Le résultat positif de ces initiatives est la création de 41 000 emplois nouveaux dans le secteur manufacturier. Trente et un mille emplois ont été créés au mois de mai. Cinquante-six mille personnes sont venues gonfler les rangs de la population active.

Le député veut faire des dépenses inconsidérées. Il veut un programme démesuré d'infrastructures. Je connais la position du parti auquel il appartient: il pense qu'il suffit de faire marcher la planche à billets. Pour moi, ce n'est pas une option.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, R. B. Bennett a eu le courage de reconnaître que son gouvernement avait commis une erreur de jugement en adoptant une politique inefficace. Malheureusement, il était trop tard pour changer de politique.